



GENEVOIS SANS FRONTIÈRE

Les 40'000 résidents suisses de France veulent faire entendre leurs voix lors des élections de 2018



14% des genevois vivent dans le Grand Genève français

Ces quatre dernières années, le canton de Genève a marqué une politique de rupture sans pareille avec ses concitoyens qui travaillent à Genève, mais qui ne peuvent plus y loger.

La campagne électorale 2018 du canton de Genève pour le renouvellement du Conseil d'Etat et du Grand Conseil (parlement genevois) revêt une importance cruciale pour l'avenir des habitants du Grand Genève et plus particulièrement en ce qui concerne les liens que souhaitent conserver les électeurs du canton de Genève, qui faute d'habitat suffisant, résident sur France.

La distinction instaurée entre les résidents suisses et étrangers du canton et "les frontaliers" qu'ils soient suisses ou européens, identifie désormais les suisses résidant dans le Grand Genève Français comme des citoyens de "deuxième catégorie ».

De nombreuses mesures discriminatoires s'appuyant sur le lieu de domicile sont imposées, sous couvert d'économies

Pour rompre avec ce cycle infernal alors que le canton n'arrive pas à loger ses travailleurs et ses concitoyens, il est essentiel de mobiliser les quelques 25'000 électeurs genevois qui résident hors du canton pour élire au sein du Grand Conseil genevois, des députés qui habitent de l'autre côté de la frontière et des députés résidents du canton, qui s'engagent pour leurs concitoyens suisses de France.

1

ECOLE

LE REFUS DE SCOLARISER NOS ENFANTS DANS LES ÉCOLES GENEVOISES PRIMAIRES ET DU SECONDAIRE 1, DÈS LA RENTRÉE SCOLAIRE 2018, DÈS LORS QUE LE DOMICILE EST ÉTABLI SUR FRANCE

2

CHOMAGE

LE MAINTIEN DE L'EXCLUSION D'ACCÈS AUX MESURES CANTONALES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE FORMATION POUR LA RECHERCHE D'EMPLOI, POUR LES CHÔMEURS SUISSES RÉSIDANTS EN FRANCE

3

PREFERENCE CANTONALE

L'INSTAURATION D'UNE POLITIQUE À L'EMBAUCHE CANTONALE, QUI FREINE CONSIDÉRABLEMENT L'ENGAGEMENT DES CHÔMEURS GENEVOIS RÉSIDANT DANS LE GRAND GÈNEVE FRANÇAIS

C'est une situation unique en Suisse

Parmi les 25'000 électeurs établis hors du canton, 20'000 résident en France. Une très grande partie d'entre eux sont les travailleurs frontaliers.

Le taux de participation aux élections et votations pour les genevois résidant hors du canton, plafonne à 37%. Elle est inférieure de 10 points à celle des résidents du canton .



Désormais, nous devons nous mobiliser et voter pour l'avenir de nos enfants

POURQUOI GENEVOIS SANS FRONTIÈRE EST NÉCESSAIRE

Le canton de Genève compte plus de 100 km de frontières avec la France et seulement 5 km avec le reste de la Suisse.

Dès lors, l'expansion naturelle du canton ne peut se faire que sur territoire frontalier voisin. Notre objectif est de créer une dynamique pour surmonter l'effet frontière et de veiller à la situation particulière des frontaliers suisses établis dans ce que l'on appelle le «Grand Genève».

Sous statut juridique français, loi 1901, notre travail associatif est soutenu par le Parti Démocrate Chrétien et de nombreux élus Français.



Genevois sans frontière présente ses candidats, qui s'engagent à stopper les mesures discriminatoires



Paolo LUPO
Président GSF
(Haute-Savoie)



Houda KHATTABI
Référente GSF pour le
commerce transfrontalier
(Pays de Gex)



Jean-Luc FORNI
Député au Grand Conseil
(GC), référent GSF
santé-social
(Genève)



Jean-Charles LATHION
Député au GC, Président
du conseil municipal de
la ville de Genève,
référent GSF formation
et emploi (Genève)



Guy METTAN
Ancien-président du GC,
Député au GC, référent
GSF coopération
transfrontalière
(Genève)



Thomas PUTALLAZ
Référent GSF mobilité
transfrontalière,
énergie/pollution
(Genève)



UN RÉFUGIÉ ÉTABLI À GENÈVE A PLUS FACILEMENT ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL QU'UN SUISSE QUI HABITE FRANCE VOISINE

La préférence cantonale à l'emploi n'a fait qu'accroître le fossé entre résidents et non-résidents. A Genève personne en possession d'un permis de réfugié (L) a plus facilement accès au marché de l'emploi qu'un frontalier suisse. Lors des entretiens d'embauche, de nombreux compatriotes se sont vu reprocher leur domiciliation française !